

MINISTERE DE LA SANTE

CABINET DU MINISTRE

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

ARRETE N°2020-101/MS/CAB
portant autorisation de création d'un
cabinet privé de soins infirmiers

LE MINISTRE DE LA SANTE

- Vu la Constitution ; ✓
Vu le décret n°2019-004/PRES du 21 janvier 2019 portant nomination du premier Ministre ; ✓
Vu le décret n°2019-0139/PRES/PM/SGG-CM du 18 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement ; ✓
Vu le décret n°2019-0042/PRES/PM/SGG-CM du 24 janvier 2019 portant composition du Gouvernement ; ✓
Vu le décret n° 2018-0093/PRES/PM/MS du 15 février 2018 portant organisation du Ministère de la santé ; ✓
Vu la loi n°23/94/ADP du 19 mai 1994 portant code de la Santé publique ; ✓
Vu la loi n°034/98/AN du 18 mai 1998 portant loi hospitalière ; ✓
Vu le décret n°2005-398/PRES/PM/MS du 19 juillet 2005 portant conditions d'exercice privé des professions de santé ; ✓
Vu le dossier de demande de l'intéressée ; ✓
Sur avis de la Commission d'examen des demandes d'autorisation de création, d'ouverture, d'extension, de transformation, de cession, de transfert et de fermeture des établissements sanitaires en sa session du 19 mars 2020. ✓

ARRETE

Article 1 : Madame **OUATTARA/GOROUD Safiétou**, Infirmière Diplômée d'Etat, est autorisée à créer un cabinet privé de soins infirmiers dans le village de **GONKORO** dans la commune rurale de **Karangasso-Vigué**, province du Houet.

Article 2 : Monsieur Madame **OUATTARA/GOROUD Safiétou** dispose d'un délai d'un (01) an, pour procéder à l'ouverture et à l'exploitation de son cabinet de soins infirmiers.

Article 3 : L'autorisation devient caduque si un (01) an après sa délivrance, le cabinet n'a pas été créé.

Toutefois, avant l'expiration de ce délai, le Ministre de la santé peut à titre exceptionnel, sur la demande de l'intéressée, en proroger la validité, pour une nouvelle période non renouvelable d'un (01) an.

Article 4: L'ouverture et l'exploitation ne deviendront effectives qu'après obtention d'un arrêté du Ministre de la santé portant autorisation d'ouverture et d'exploitation du cabinet.

Article 5 : Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

Article 6 : L'Inspecteur général des services de santé, le Secrétaire général du Ministère de la santé, le Gouverneur de la région des Hauts Bassins, le Maire de la commune rurale de Karangasso-Vigué, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ampliations :

Ouagadougou, le 21 AVR 2020

- 1- Original
- 2- Présidence du Faso
- 3- Premier Ministère
- 4- SG/MS
- 5- ITSS
- 6- Gouvernorat/Hauts Bassins
- 7- Commune de Karangasso-Vigué
- 8- Toutes Directions centrales du MS
- 9- DRS/Hauts Bassins
- 10- Ordre professionnel de la santé concerné
- 11- intéressée
- 12- J.O
- 13- Archives/Chrono


Professeur Léonie Claudine LOUGUE/SORGHO
Officier de l'Ordre de l'Etalon